



TABLEAU DE BORD économique de l'Île-de-France

DES SIGNES DE DÉCÉLÉRATION POUR L'ÉCONOMIE FRANCILIENNE DÉBUT 2018

L'économie francilienne a débuté l'année 2018 sur un rythme moins soutenu que celui observé fin-2017 ; ainsi, au premier trimestre 2018, le niveau de l'emploi salarié privé a certes de nouveau augmenté dans la région mais la hausse a été limitée à quelque 5 200 créations nettes contre plus de 27 300 trois mois plus tôt. Cette évolution mitigée a pesé sur le marché du travail : le taux de chômage francilien a en effet crû de 0,2 point au cours du premier trimestre 2018 ; ainsi, à 8,0 %, il peine à passer sous les points bas qu'il avait atteints au premier semestre 2011 (7,8 %) et reste supérieur de 1,7 point à son niveau d'avant-crise. Parallèlement, le mouvement de baisse du nombre de défaillances d'entreprises s'est interrompu en Ile-de-France. Ces signes de décélération n'ont toutefois pas eu de répercussions majeures au plan sectoriel ; ainsi, le nombre total de nuitées hôtelières des trois premiers mois de 2018 (15,6 millions) a représenté un nouveau plus haut historique pour un premier trimestre ; par ailleurs, en cumul sur les quatre derniers trimestres, les commercialisations de bureaux dans la région côtoient désormais les sommets atteints en 2006 et 2007.

Conjoncture française

Après trois trimestres consécutifs à + 0,7 %, la croissance hexagonale est ressortie à seulement + 0,2 % au premier trimestre 2018. Cette nette modération a été provoquée, d'une part, par le ralentissement de l'investissement (+ 0,2 % au cours des trois premiers mois de l'année alors qu'il avait augmenté de 0,9 % au quatrième trimestre 2017) et, d'autre part, par le commerce extérieur qui a joué négativement début 2018. Malgré tout, l'acquis de croissance après le premier trimestre 2018 a atteint + 1,2 %, ce qui laisse accessible une croissance annuelle proche de + 2,0 %. Dans ce contexte moins porteur, la France a créé moins d'emplois : le nombre d'emplois salariés privés a ainsi augmenté de 47 700 au premier trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent alors qu'il avait crû de 114 800 au cours du dernier trimestre de 2017 ; parallèlement, après avoir enregistré une forte baisse de 0,8 point au trimestre précédent, le taux de chômage est reparti à la hausse au premier trimestre 2018 (+ 0,3 point) pour se fixer en moyenne à 8,9 % en France métropolitaine.

Tendances à court terme

Les toutes dernières informations disponibles concernant l'activité francilienne montrent que l'activité industrielle francilienne s'est contractée en mai, pour partie en raison des fermetures de sites à l'occasion des ponts avant de redémarrer nettement en juin. Les services marchands sont, quant à eux, restés dynamiques. Il est à noter que, dans l'hôtellerie, le nombre de nuitées hôtelières a continué à augmenter en Ile-de-France malgré les mouvements sociaux du printemps ; néanmoins, l'ampleur des hausses s'est atténuée (+ 2,5 % sur un an en avril et + 4,8 % en mai après + 12,3 % en mars). Pour les mois à venir, l'environnement macroéconomique en zone euro semble moins porteur qu'il ne l'était fin-2017 : même si le cours de la monnaie unique est repassé sous 1,20 \$, la remontée de l'euro pèse sur les débouchés hors zone euro des entreprises franciliennes les plus actives à l'export ; parallèlement, la hausse du prix du pétrole tire l'inflation vers le haut et pénalise le pouvoir d'achat des ménages.

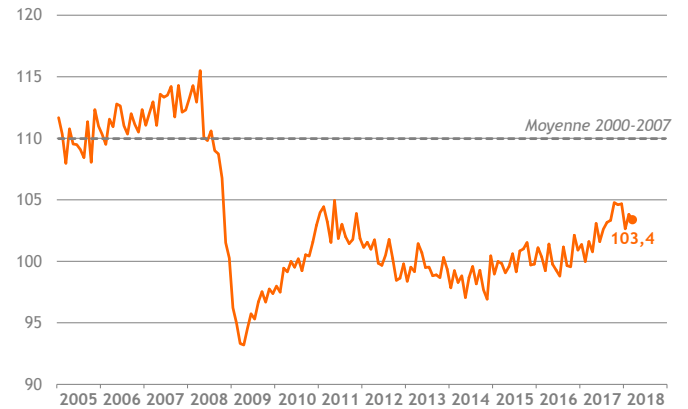
Indice de la production nationale industrielle

1^{er} trimestre 2018 - glissement annuel

+ 2,3 %

Après avoir été bien orientée tout au long de l'année 2017 (notamment + 3,8 % en glissement annuel au quatrième trimestre), la production industrielle hexagonale a marqué le pas début 2018 : en effet, même si, au premier trimestre 2018, elle est restée supérieure de 2,3 % à celle du premier trimestre 2017, elle s'est repliée de 1,3 % par rapport au trimestre précédent. L'industrie française a particulièrement souffert en janvier, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) s'étant alors contracté de 1,9 % par rapport à décembre ; la production d'électricité s'est notamment fortement repliée, le climat ayant été particulièrement doux en janvier. Par conséquent, si l'IPI est resté éloigné des points bas dans lesquels il était englué de 2012 à 2014, il n'en a pas moins buté sur les plus hauts qu'il avait atteints après le rebond post-récession de 2008-2009 (104,8 en octobre et 103,4 en mars derniers contre 104,9 au maximum en mai 2011). Au plan sectoriel, la fabrication de matériels de transport a particulièrement été en difficulté au premier trimestre 2018 (- 3,8 % comparativement au dernier trimestre de 2017).

Indice de la production nationale industrielle
(données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

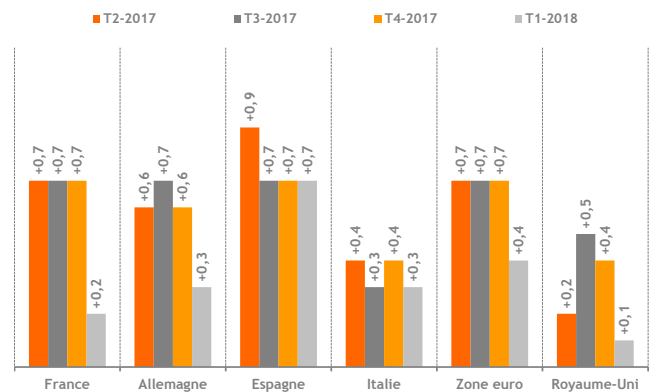
La conjoncture européenne

1^{er} trimestre 2018 - PIB de la zone euro

+ 0,4 %

Au premier trimestre 2018, la croissance s'est élevée à + 0,4 % tant dans la zone euro que dans l'Union européenne, soit 0,3 point de moins qu'au trimestre précédent dans les deux espaces. Les performances économiques sont restées hétérogènes d'un pays à l'autre puisque, en zone euro, les niveaux de croissance ont été compris entre - 0,1 % en Estonie et + 1,6 % en Lettonie. Parmi les principales économies européennes, la croissance est restée sous la moyenne continentale en France mais aussi en Allemagne (+ 0,3 %) et en Italie (+ 0,3 % également) ; l'Espagne a quant à elle enregistré une hausse de 0,7 %, équivalente à celles des deux trimestres précédents. Hors zone euro, la croissance britannique a particulièrement décéléré pour tomber à + 0,1 %, son plus bas niveau depuis fin-2012. Parallèlement, le taux de chômage a continué à refluer : en mars dernier, il s'est établi à 7,1 % dans l'UE et à 8,5 % en zone euro, soit les taux les moins élevés depuis respectivement septembre 2008 et décembre 2008.

Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays de l'Union européenne



Sources : Insee et Eurostat

Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km ²)	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 281	36 565	3,5 %
Population (en millions - au 1 ^{er} janv. 2015 - Insee)	12,07	66,38 (France métrop. : 64,28)	18,2 % (18,8 %)
Densité de la population au km²	1 005	122	-
PIB 2015 (en volume, en milliards d'euros - Insee)	668,5	2 194,2 (France métrop. : 2 152,5)	30,5 % (31,1 %)
PIB/habitant 2015 (en euros)	55 204	32 967 (France métrop. : 33 409)	-
PIB/emploi 2015 (en euros)	107 715	79 773 (France métrop. : 80 214)	-
Emplois salariés privé (1 ^{er} trimestre 2018 - Insee Ile-de-France)	4 720 473	19 378 409	24,4 %
Taux de chômage (1 ^{er} trimestre 2018 - Insee Ile-de-France)	8,0 %	9,2 % (France métrop. : 8,9 %)	-

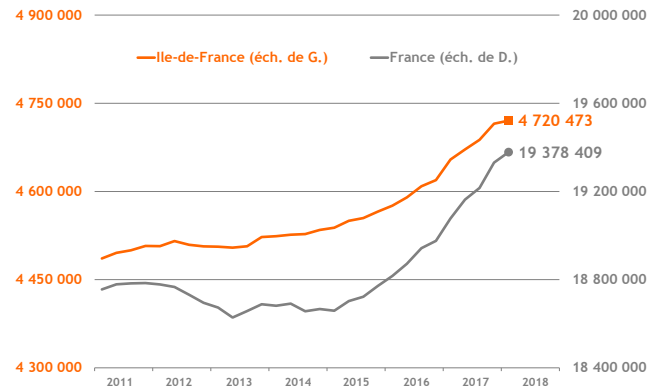
Emploi salarié privé

1^{er} trimestre 2018 - glissement annuel

+ 1,4 %

Le marché de l'emploi en Ile-de-France est resté favorablement orienté au premier trimestre 2018 mais son dynamisme s'est atténué. En effet, l'emploi salarié privé n'a augmenté que de 0,1 % par rapport au trimestre précédent (soit à peine plus de 5 200 créations nettes d'emplois) contre une hausse de 0,6 % au quatrième trimestre 2017 ; la variation en glissement annuel est quant à elle retombée à +1,4 % alors qu'elle était de + 2,1 % au trimestre précédent. Les évolutions dans la région ont été poussives dans l'ensemble des secteurs : début 2018, l'emploi salarié privé francilien a en effet crû de seulement 0,2 % sur un trimestre dans le tertiaire tandis qu'il se réduisait de 0,5 % dans l'industrie et de 0,3 % dans la construction. Sur un an, les évolutions sont malgré tout restées positives dans le tertiaire (+ 1,5 %) et dans la construction (+ 2,7 %). Au plan national, le marché de l'emploi a suivi la tendance du marché francilien et son rythme de hausse a également décéléré (+ 0,2 % sur un trimestre et + 1,6 % sur un an).

Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

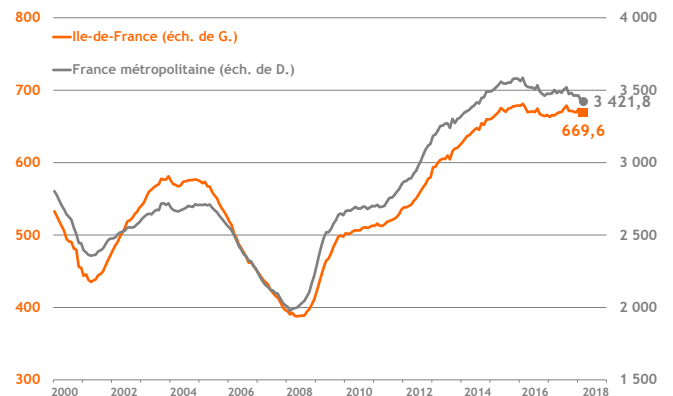
Demande d'emploi

Mars 2018 - glissement annuel

+ 0,7 %

Malgré les créations d'emplois observées depuis plusieurs trimestres, le marché du travail francilien souffre toujours et le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A reste à un niveau élevé dans la région. Ainsi, au premier trimestre 2018, il est à peine resté stable (+ 280 unités entre fin-décembre 2017 et fin-mars 2018) ; en glissement annuel, il a même augmenté de plus de 4 500 (soit + 0,7 % depuis mars 2017). Surtout, fin-mars 2018, celui-ci s'élevait à 669 590, soit seulement 11 730 unités de moins qu'en février 2016 lorsque la courbe des DEFM enregistrait ses premiers signes d'inversion. Qui plus est, l'amélioration du marché du travail paraît encore plus difficile en Ile-de-France qu'au plan national ; ainsi, même si l'inflexion y est aussi limitée, le nombre de DEFM en France s'est réduit de 4,5 % depuis février 2016 tandis que la baisse est cantonnée à 1,7 % dans la région-capitale.

Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Sources : Direccte Ile-de-France et Dares

Note : les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en cinq catégories différentes ; parmi celles-ci, la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

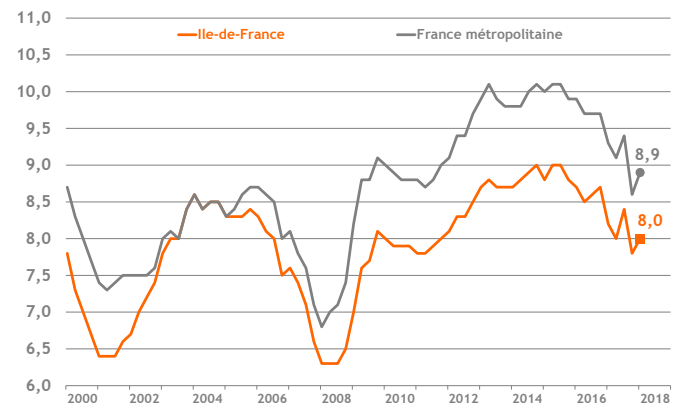
Taux de chômage

1^{er} trimestre 2018

8,0 %

Après avoir déjà subi un premier coup d'arrêt au troisième trimestre 2017 (+ 0,4 point par rapport au trimestre précédent), le mouvement de baisse du taux de chômage francilien s'est de nouveau interrompu au premier trimestre 2018 : le taux régional a ainsi augmenté de 0,2 point en moyenne sur l'ensemble du trimestre pour atteindre 8,0 %. Par conséquent, si la diminution s'élève toujours à 1,0 point depuis le dernier plus haut de la série à l'été 2015, elle est cantonnée à 0,2 point sur un an. Le taux de chômage régional peine donc à passer sous les points bas qu'il avait atteints au premier semestre 2011 (7,8 %) et reste supérieur de 1,7 point à son niveau d'avant-crise (6,3 % début 2008). L'évolution observée au plan national a été relativement équivalente : le taux de chômage (8,9 % en France métropolitaine au premier trimestre 2018) y a crû de 0,3 point début 2018 ; la hausse depuis la récession de 2008-2009 (+ 2,1 points) y est encore plus conséquente qu'en Ile-de-France.

Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

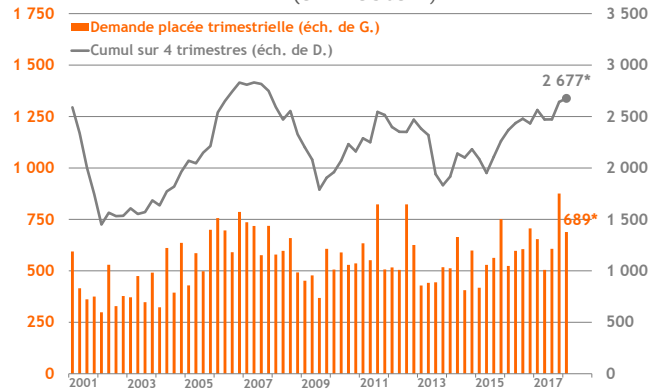
Immobilier d'entreprises

1^{er} trimestre 2018 - Surfaces de bureaux commercialisés

**688
600
m²**

Après une fin d'année 2017 particulièrement porteuse à plus de 850 000 m² commercialisés, la demande placée de bureaux en Ile-de-France est restée dynamique au premier trimestre 2018 ; elle est ainsi ressortie à près de 689 000 m² début 2018, soit une hausse de 5,3 % par rapport au premier trimestre 2017. Comme au trimestre précédent, ce résultat positif a été favorisé par la bonne tenue du marché des grandes transactions (dont l'acquisition par Vinci de plus de 62 000 m² à Nanterre ou encore la prise à bail de 48 000 m² de bureaux neufs par Technip France dans l'immeuble Origine, également à Nanterre). En cumul sur les quatre derniers trimestres, les commercialisations de bureaux dans la région se sont encore approchées des 2,7 millions de mètres carrés (2 676 500 m²) et côtoient désormais les sommets atteints en 2006 et 2007. Parallèlement, le taux de vacance des bureaux franciliens est passé sous les 6,0 % début 2018.

Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France (en milliers de m²)



Source : GIE Immostat
* : données provisoires pour le 1^{er} trimestre 2018

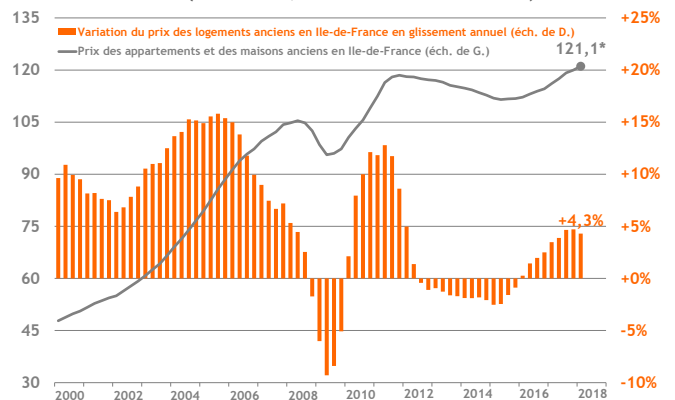
Prix des logements anciens

1^{er} trimestre 2018 - Prix des logements anciens - glissement annuel

+ 4,3 %

Le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) en Ile-de-France a continué à augmenter au premier trimestre 2018 (+ 0,9 % par rapport au trimestre précédent, après + 0,7 % au quatrième trimestre 2017). Toutefois, l'augmentation a semblé se modérer en glissement annuel : celle-ci s'est élevée à 4,3 % contre + 4,7 % fin-2017. Le mouvement haussier actuel reste moins soutenu qu'avant-crise ou lors de la période post-récession de 2008-2009, périodes pendant lesquelles des variations à deux chiffres étaient observées. La remontée des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 n'en atteint pas moins 8,6 % et les prix sont désormais supérieurs de 2,2 % au précédent record historique observé au quatrième trimestre 2011. Il est à noter que cette tendance haussière depuis mi-2015 est restée principalement impulsée par l'évolution du prix des appartements (+ 10,1 %) alors que celle des maisons est plus limitée (+ 5,7 %).

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France (données cvs, base 100 au 1^{er} trimestre 2010)



Source : Insee Ile-de-France
* : données provisoires pour le 1^{er} trimestre 2018

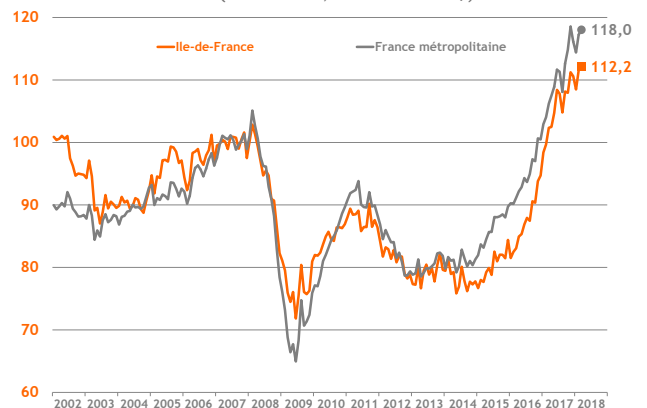
Emploi intérimaire

Mars 2018 - glissement annuel

+ 9,6 %

L'emploi intérimaire a représenté 128 317 équivalents temps plein (ETP) en Ile-de-France en mars 2018, soit une hausse de 9,6 % sur un an. Supérieur depuis les printemps 2017 à ses volumes d'avant la récession de 2008-2009, le niveau actuel de l'intérim en Ile-de-France laisse penser que le marché de l'emploi salarié total restera bien orienté dans les mois à venir dans les secteurs faisant le plus appel à l'emploi temporaire. Le nombre d'emplois intérimaires en ETP n'en a pas moins continué à évoluer par à-coups dans la région au premier trimestre 2018 (- 1,9 % sur un mois en janvier, + 2,8 % en février et + 0,6 % en mars). Par ailleurs, la dynamique de l'intérim en Ile-de-France est en retrait comparativement à celle observée au plan national : en mars dernier, le volume de l'emploi intérimaire en Ile-de-France était supérieur de 9,1% à son point haut d'avant-crise tandis que la hausse atteignait 12,3 % en France métropolitaine.

Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein (données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

Note : la source historique des statistiques d'intérim (les relevés mensuels de mission adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire) est désormais complètement remplacée par la nouvelle Déclaration sociale nominative (DSN).

Créations d'entreprises

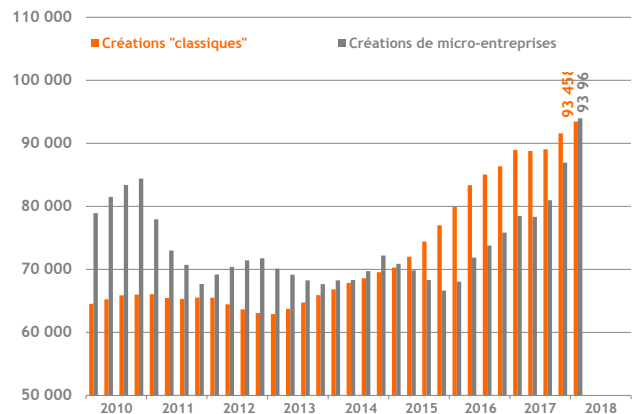
créations d'entreprises - 1^{er} trimestre 2018

56 053

Plus de 56 000 entreprises ont été créées en Ile-de-France au premier trimestre 2018. Ainsi, dans la continuité de la nette hausse de 19,8 % enregistrée au quatrième trimestre 2017, le volume des créations dans la région au premier trimestre 2018 a bondi de 18,9 % en glissement annuel. Comme au trimestre précédent, si l'évolution des créations « classiques » a été favorable (+ 7,4 % par rapport au premier trimestre 2017), celle des créations sous le régime de la micro-entreprise l'a été encore plus (+ 32,4 % en glissement annuel). Compte tenu de ces variations récentes, la part des micro-entreprises dans le volume total des créations est de nouveau supérieure à 50,0 %. A l'échelle nationale, le nombre total de créations d'entreprises a également été nettement orienté à la hausse début 2018 (+ 17,0 % sur un an) ; le volume des créations « classiques » y a augmenté de 10,4 % tandis que celui des créations de micro-entreprises croissait de 27,1 %.

Note : le terme « micro-entreprise » employé ici désigne le régime des auto-entrepreneurs jusqu'au 31 décembre 2014 et celui de la micro-entreprise à partir du 1^{er} janvier 2015.

Créations d'entreprises en Ile-de-France
(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

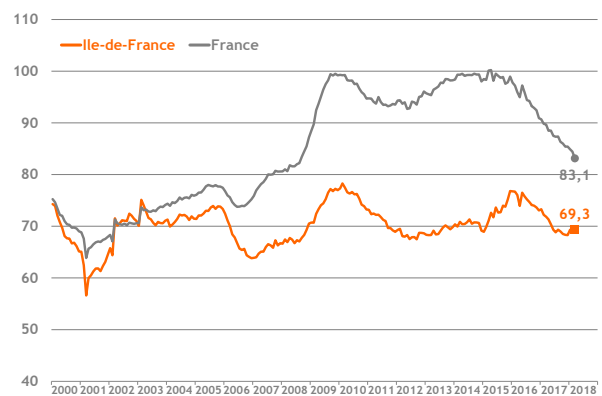
Défaillances d'entreprises

Mars 2018 - glissement annuel

- 3,6 %

Enclenché début 2016, le repli du nombre des défaillances d'entreprises en Ile-de-France s'est d'abord modéré au second semestre 2017 avant de s'interrompre au premier trimestre 2018 : ainsi, même s'il s'est réduit de 3,6 % en glissement annuel entre mars 2017 et mars 2018, le volume des défaillances dans la région a néanmoins amorcé un début de hausse comparativement aux derniers mois de 2017. Le mouvement de baisse s'est ainsi interrompu au moment où le nombre de défaillances d'entreprises dans la région-capitale semblait pouvoir repasser sous ses points bas de l'automne 2012 ; surtout, le volume actuel s'éloigne donc de nouveau de ceux d'avant la récession de 2008-2009. Par ailleurs, contrairement à l'Ile-de-France, la diminution s'est prolongée au niveau national : le nombre de défaillances y est au plus bas depuis l'été 2008.

Procédures collectives en Ile-de-France
(données en cumul sur 12 mois, base 100 en décembre 1993)



Source : OCED (Observatoire Consulaire des Entreprises en Difficultés de la CCI Paris Ile-de-France, www.oced.cci-paris-idf.fr), données fournies par les tribunaux de commerce

Dépenses de consommation des ménages

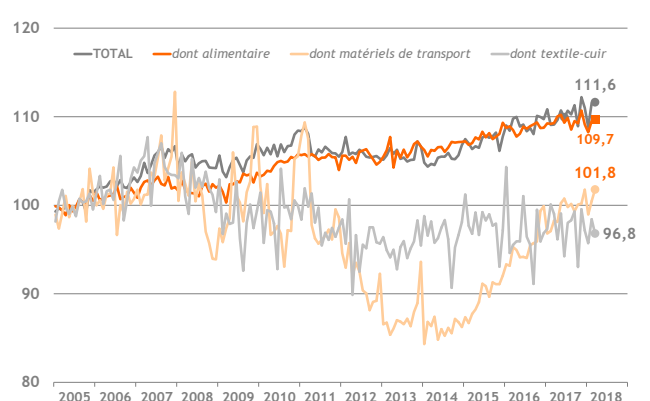
1^{er} trimestre 2018 - glissement annuel

+ 0,9 %

Après avoir déjà marqué le pas au cours du dernier trimestre de 2017 (- 0,0 % par rapport au trimestre précédent), les dépenses de consommation en biens des ménages français ont continué à peiner au premier trimestre 2018 et se sont une nouvelle fois à peine stabilisées

(- 0,0 % par rapport au quatrième trimestre 2017). Compte tenu de ce ralentissement depuis six mois, l'évolution de la consommation en glissement annuel a été limitée à + 0,9 % alors qu'elle était encore de + 2,2 % au troisième trimestre 2017 ; le renforcement de l'inflation (+ 1,6 % en mars 2018 alors qu'elle était encore inférieure à 1,0 % à l'été 2017) et, notamment, celui des prix du pétrole, semblent avoir pesé sur le pouvoir d'achat et les dépenses des ménages. Les tendances sont toutefois hétérogènes selon les biens ; en effet, les dépenses en habillement ont augmenté de 0,4 % sur un trimestre tandis que les achats en biens alimentaires se sont contractés de 0,5 %.

Indices du volume des ventes de biens en France
(données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

Commerce extérieur

Exportations - 1^{er} trimestre 2018 - glissement annuel

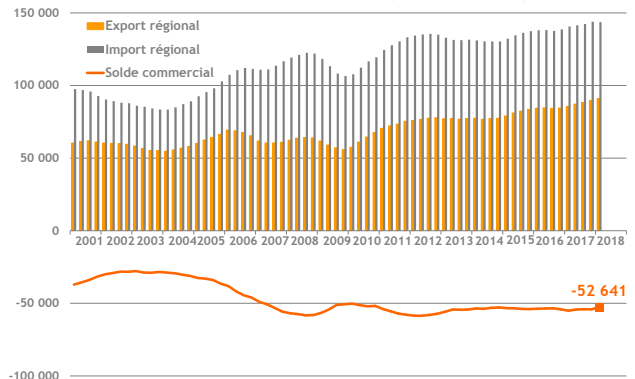
+ 5,6 %

Au premier trimestre 2018, les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes ont augmenté de 5,6 % sur un an, soit un résultat dans la lignée des hausses observées au cours des quatre trimestres précédents (+ 6,9 % au quatrième trimestre 2017, + 5,5 % au troisième trimestre 2017, etc.). Ainsi, les exportations n'ont pas été pénalisées par le taux de change désormais moins favorable de l'euro face au dollar (la devise européenne a oscillé entre 1,20 et 1,25 \$ au cours du premier trimestre 2018 alors qu'elle dépassait à peine 1,05 \$ un an plus tôt). A l'inverse, les importations ont quant à elles marqué le pas début 2018 : elles se sont repliées de 0,7 % par rapport au premier trimestre 2017. Malgré tout, le déficit commercial francilien est resté conséquent : 12,8 milliards d'euros au premier trimestre 2018 et 52,6 milliards d'euros en cumul sur les douze derniers mois.

*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

Hôtellerie

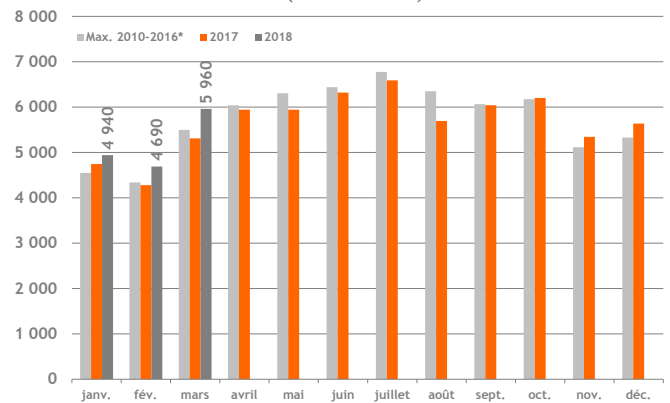
nuitées dans les hôtels franciliens - 1^{er} trimestre 2018 - glissement annuel

+ 8,8 %

Dans la continuité des résultats observés depuis fin-2016, le secteur de l'hôtellerie francilienne a évolué favorablement au premier trimestre 2018. Le nombre de nuitées dans les hôtels de la région a ainsi crû sur un an au cours de chacun des mois de janvier à mars derniers ; en moyenne sur l'ensemble du premier trimestre 2018, la fréquentation a augmenté de 8,8 % par rapport à la même période de 2017. Il est à noter que ce mouvement haussier est particulièrement marqué pour la clientèle étrangère (+ 13,6 % par rapport au premier trimestre 2017) tandis que celui de la clientèle hexagonale apparaît plus modeste (+ 3,9 %). Qui plus est, le nombre cumulé de nuitées des trois premiers mois de 2018 (15,6 millions) constitue nettement le total le plus élevé pour un premier trimestre depuis le début de la série de données (2010). Par ailleurs, le nombre de nuitées sur les douze derniers mois (69,3 millions) est désormais supérieur de 1,9 million au précédent point haut qui avait été enregistré avant les attentats de novembre 2015.

Nombre de nuitées dans l'hôtellerie

(données brutes)



Source : Insee Ile-de-France (champ : hôtels de 0* à 5*)

* : la série « Max. 2010-2016 » correspond au maximum du nombre de nuitées de chacun des mois de 2010 à 2016

Trafic aéroportuaire

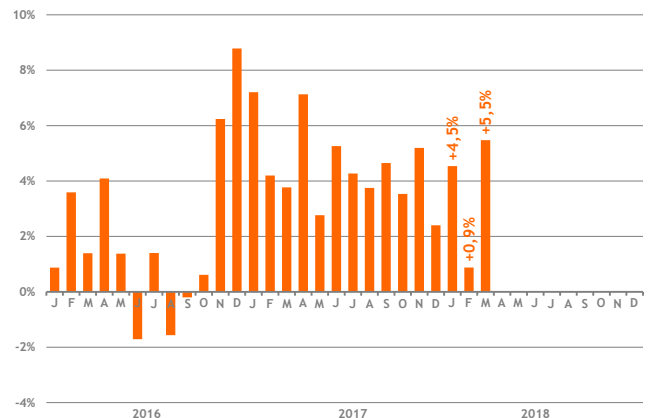
trafic passagers - 1^{er} trimestre 2018 - glissement annuel

+ 3,7 %

Comme c'est le cas depuis plus d'un an, le trafic passagers de Paris Aéroport a évolué favorablement au premier trimestre 2018. Ainsi, en moyenne sur l'ensemble du trimestre, la hausse s'est élevée à 3,7 % par rapport au premier trimestre 2017 ; la tendance positive a été plus marquée à Roissy (+ 4,6 % en glissement annuel) qu'à Orly (+ 1,8 %). Mensuellement, les hausses sur un an ont été nettes en janvier et en mars (respectivement + 4,5 % et + 5,5 %) ; en février, la croissance s'est avérée plus ténue (+ 0,9 %) du fait des conditions climatiques et des grèves de certains transporteurs aériens. Les premiers résultats disponibles pour le deuxième trimestre 2018 montrent que le trafic du mois d'avril a été affecté par les mouvements sociaux (- 1,2 % par rapport à avril 2017) mais le nombre de passagers sur les douze derniers mois est resté supérieur à 100,0 millions.

Trafic passagers de Paris Aéroport

(variation par rapport au même mois de l'année précédente)



Source : Paris Aéroport

Industrie

Un niveau d'activité toujours en dents de scie

Comme au quatrième trimestre 2017, l'activité dans l'industrie francilienne s'est montrée hésitante eu premier trimestre 2018 ; elle a notamment marqué le pas en février avant de retrouver du tonus en mars. Le repli de février a été particulièrement notable pour la fabrication de machines et équipements et pour celle de produits informatiques, électroniques et optiques. Malgré ce contexte fluctuant, le taux d'utilisation global des capacités de l'outil productif, qui s'était sensiblement replié au cours du trimestre précédent, a retrouvé, début 2018, le niveau de sa moyenne de longue période.

Pour les mois à venir, grâce à des carnets de commandes toujours bien garnis dans la plupart des sous-secteurs industriels, les chefs d'entreprise franciliens estiment que les perspectives restent bonnes pour l'activité.

Bâtiment et travaux publics

Modération de l'activité

Toujours portée à la fois par le nombre important de mises en construction de logements et par les importants projets d'aménagement dans la région, l'activité du BTP est restée porteuse mais sa progression s'est modérée en Ile-de-France au premier trimestre 2018. Toutefois, ce léger tassement du dynamisme du BTP est essentiellement lié à un ralentissement du volume d'affaires dans le gros œuvre ; les carnets de commandes de ce secteur sont néanmoins significativement étoffés et laissent penser que cette décélération ne s'avérera que ponctuelle. Dans les autres secteurs, l'activité a de nouveau augmenté au premier trimestre 2018. Dans le second œuvre, les chefs d'entreprise anticipent même une intensification de cette tendance favorable dans les prochains mois ; parallèlement, les travaux publics sont restés fortement sollicités par les projets du Grand Paris et l'activité du secteur est restée vigoureuse début 2018 ; les recrutements s'intensifient d'ailleurs pour faire face à la demande.

Services marchands non financiers

Tassement ponctuel de l'activité en février

Même si elle est restée bien orientée, l'activité dans les services marchands non financiers franciliens n'en a pas moins évolué par à-coups au premier trimestre 2018 ; comme dans l'industrie, un tassement de l'activité du secteur a ainsi été perceptible en février. Cette décélération est en partie due aux conditions climatiques difficiles et a particulièrement concerné le transport routier de marchandises mais aussi, à un degré moindre, le secteur de la restauration.

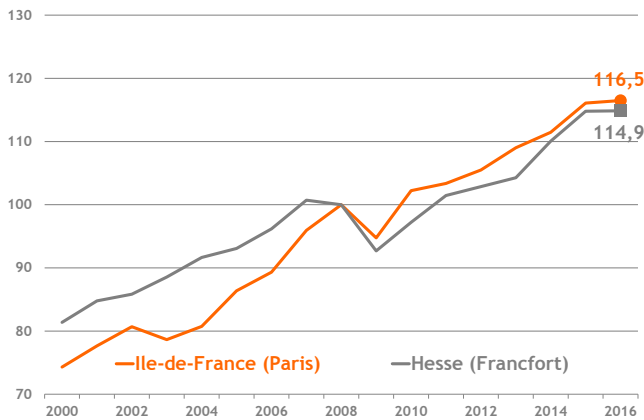
Néanmoins, ces variations fluctuantes de l'activité ne devrait s'avérer que ponctuelles : Les professionnels sont confiants quant à l'évolution de leurs volumes de prestations dans les mois à venir et les perspectives sont donc excellentes. Cette tendance favorable du courant d'affaires devrait s'accompagner de recrutements, notamment dans l'ingénierie informatique, dans le conseil ou encore dans le travail temporaire.

Ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France (www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/conjoncture-et-croissance/publications-regionales/publications/ile-de-france.html) auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.

Dossier du trimestre

Paris et Francfort face au défi du Brexit

Evolution du PIB en Ile-de-France et dans la Hesse
(PIB aux prix courants du marché en Standards de Pouvoir d'Achat, base 100 en 2008)



Source : Eurostat

Le vote britannique en faveur du Brexit lors du référendum du 23 juin 2016 a fait apparaître un groupe de métropoles pouvant potentiellement accueillir les entreprises souhaitant se relocaliser pour préparer l'après-mars 2019 ; parmi celles-ci, Paris et Francfort sont aujourd'hui mentionnées dès lors qu'est évoquée cette ère post-Brexit. Malgré ce point commun, les deux régions ont des caractéristiques démographiques et économiques bien différentes.

Tout d'abord, la taille de la population de la région de Francfort (6 213 088 habitants au 31 déc. 2016 dans la Hesse) est inférieure de moitié à celle de l'Ile-de-France (12 193 865 habitants au 1er janv. 2017). Pour sa part, avec ses quelque 735 000 habitants, Francfort est seulement la cinquième ville d'Allemagne après

Berlin, Hambourg, Munich et Cologne et sa population est environ 3 fois inférieure à celle de Paris. Par ailleurs, si le PIB par habitant de Francfort est très élevé, celui de la Hesse ne classe le Land qu'en quatrième position des régions allemandes ; il atteignait 43 800 € par habitant en 2016 et est ainsi très inférieur à celui de l'Ile-de-France (56 000 € par habitant). L'avantage de l'Ile-de-France comparativement à la Hesse est encore plus conséquent en termes de PIB : exprimé en Standards de Pouvoir d'Achat, le PIB s'élevait en 2016 à 621,6 milliards en Ile-de-France contre 255,1 dans la Hesse.

Malgré ces écarts de création de richesse à l'avantage de l'Ile-de-France, l'évolution du taux de chômage est en revanche bien plus favorable dans la Hesse. En effet, même si, depuis 2014, il s'est infléchi pour atteindre 8,7 % en moyenne en 2017, le taux de chômage francilien est à peine inférieur à la moyenne de la zone euro (9,1 % en 2017). Le taux hessois est, en-deçà des 3,5 %.

Paris et Francfort se retrouvent en situation de concurrence directe sur plusieurs secteurs de poids. Ainsi, avec 64,5 millions de passagers l'an dernier, l'aéroport de Francfort-sur-le-Main est l'un des aéroports les plus importants d'Europe ; il est seulement devancé par Londres-Heathrow, Paris-Charles-de-Gaulle (69,5 millions de passagers en 2017) et Amsterdam-Schiphol. Parallèlement, si la ville de Francfort ne fait pas partie des principales destinations touristiques européennes, elle se positionne, comme Paris, parmi les leaders mondiaux des foires et salons. Toutefois, contrairement à Paris, Francfort n'est pas un acteur majeur des congrès.

Pour en savoir plus :

« Paris et Francfort face au défi du Brexit »,
Enjeux Ile-de-France du Crocis n°204, juin 2018,
étude téléchargeable sur www.crocis.cci-paris-idf.fr

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site www.crocis.cci-paris-idf.fr dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
Suivez nous sur Twitter https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF

Responsable : Isabelle SAVELLI-THIAULT
Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN
Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
Services : Bénédicte GUALBERT
Veille économique : Marielle GUERARD, Alice TAVERNY
PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Etienne GUYOT
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI-THIAULT
Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

Dépot légal : Juin 2018

ISSN : 1266-3255